

Leadership régional pour la Résilience Juste

Promouvoir la justice climatique et l'action en faveur de la biodiversité en collaboration avec les peuples autochtones, les communautés locales et les parties prenantes.



Une session d'apprentissage pour Regions4 Biodiversity Learning Platform, et les communautés de pratiques RegionsAdapt et Regions4SDG

Leadership régional pour la Résilience Juste: Promouvoir la justice climatique et l'action en faveur de la biodiversité en collaboration avec les peuples autochtones, les communautés locales et les parties prenantes.

Introduction

L'atelier « *Leadership régional pour une Résilience Juste: promouvoir la justice climatique et l'action en faveur de la biodiversité avec les peuples autochtones, les communautés locales et les parties prenantes* » a rassemblé divers participants issus des organisations membres de Regions4 et RegionsAdapt afin d'examiner l'intersection entre résilience, équité et action environnementale. Organisé par la plateforme d'apprentissage sur la biodiversité de Regions4 (R4BLP), et les communautés de pratique RegionsAdapt et Regions4SDGs, cet atelier collaboratif visait à renforcer les approches régionales face aux défis climatiques et liés à la biodiversité, en mettant l'accent sur la justice et l'inclusion. Il a permis de partager des pratiques novatrices, d'explorer des cadres d'action et de définir collectivement le concept de résilience juste à l'échelle régionale.

Les participants ont pris part à des discussions mettant en lumière la position singulière des gouvernements infranationaux dans la promotion de la justice climatique et de la préservation de la biodiversité. La séance a souligné que les solutions doivent émerger d'un dialogue inclusif et d'un partenariat authentique avec les communautés locales, en particulier les peuples autochtones et les groupes vulnérables.

Contexte

Le concept de « Résilience Juste » s'est imposé comme un cadre fondamental au sein de Regions4, illustrant un engagement en faveur du renforcement des capacités d'adaptation face aux chocs environnementaux, tout en plaçant l'équité, la justice sociale et le bien-être des communautés au cœur des préoccupations. Cette approche reconnaît que les crises interconnectées du changement climatique, de la perte de biodiversité et de la dégradation des écosystèmes affectent de manière disproportionnée celles et ceux qui y ont le moins contribué et disposent des ressources les plus limitées pour s'adapter. L'élaboration de ce cadre a été rendue possible grâce à la généreuse contribution volontaire du gouvernement écossais, dont l'engagement en faveur de la justice climatique continue d'inspirer les membres de Regions4, ainsi qu'au soutien précieux de CONGOPE.

Les gouvernements infranationaux occupent une position unique pour promouvoir une résilience juste. Tandis que les gouvernements nationaux définissent des politiques globales, ce sont les échelons régionaux qui les adaptent aux réalités locales. Les autorités régionales comprennent les vulnérabilités et les atouts propres à leurs territoires, ce qui leur permet de collaborer étroitement avec les communautés locales et d'intégrer les savoirs traditionnels et locaux, apportant ainsi des perspectives approfondies face aux défis environnementaux. Ce positionnement met également en évidence l'importance de la gouvernance multinationale, les actions régionales pouvant s'aligner sur des cadres internationaux tels que les Objectifs de développement durable, l'Accord de Paris et le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal.

POINTS CLES

- **La résilience juste demeure pertinente malgré les variations terminologiques** : bien que les gouvernements utilisent des termes différents, les principes fondamentaux de la Résilience Juste sont largement appliqués.
- **La durabilité financière et la fragmentation de la gouvernance représentent des obstacles majeurs** : les régions font face à une dépendance financière, à des budgets restreints et à des difficultés d'accès aux financements climatiques, qu'ils soient nationaux ou internationaux, compromettant ainsi leur durabilité à long terme.
- **Les solutions techniques négligent souvent les dimensions sociales et les réalités communautaires** : de nombreuses régions signalent une prédominance excessive des approches technocratiques, qui dissocient les solutions climatiques et écologiques des besoins réels des communautés. Parmi les lacunes identifiées figurent la nécessité de méthodologies intégrant les considérations d'équité dans les évaluations d'impact climatique, ainsi que l'amélioration des systèmes de suivi et d'analyse des données.
- **Les communautés vulnérables rencontrent des obstacles persistants à une participation significative** : les femmes, les peuples autochtones et les communautés déplacées sont systématiquement écartés des processus décisionnels. Ces inégalités soulignent l'urgence de mettre en place des structures de gouvernance plus inclusives, accompagnées d'approches ciblées en faveur des groupes marginalisés.
- **Le leadership communautaire et l'engagement précoce favorisent une mise en œuvre réussie** : les régions qui encouragent l'appropriation communautaire dès les premières étapes obtiennent des résultats plus durables et efficaces. Les expériences partagées lors de la séance ont mis en évidence l'importance des stratégies d'adaptation locales, adaptées aux contextes spécifiques.
- **Les approches intégrées et l'échange de connaissances ouvrent des perspectives d'avenir** : une transition vers des modèles de gouvernance alliant dimensions écologiques et sociales est en cours. Des opportunités émergent pour élaborer des modèles de financement durables, renforcer les politiques climatiques axées sur la prévention, et investir dans le développement des capacités.
- **La cohérence réglementaire et la coordination intersectorielle sont primordiales** : les régions doivent s'efforcer de surmonter les cloisonnements institutionnels, d'améliorer la synergie entre les politiques climatiques et celles relatives à la biodiversité, et de développer des méthodologies permettant de mesurer de manière cohérente les impacts des actions climatiques et de biodiversité sur l'équité.

“ La véritable résilience ne se limite pas à s'adapter aux chocs climatiques ou à se préparer aux incertitudes : elle doit également être équitable, assurant un partage juste des bénéfices de l'adaptation afin qu'aucune communauté ne soit laissée pour compte. Une résilience juste garantit que les communautés sont non seulement protégées, mais également autonomes face au changement. (...) En tant que collectivités infranationales, nous avons une responsabilité unique. En intégrant la résilience justedans notre gouvernance, nous protégeons non seulement nos populations et nos économies, mais nous illustrons également l'exemple mondial de la nécessité d'une interconnexion entre équité et action climatique. ”

Gharib Murbe, Responsable des changements climatiques internationaux,
Gouvernement écossais



“ Chez CONGOPE, nous sommes persuadés de l'importance de collaborer de manière inclusive avec les communautés locales et les groupes vulnérables, qui subissent les effets les plus sévères du changement climatique et de la perte de biodiversité. Nous soulignons également la nécessité de renforcer les réseaux de coopération et les partenariats stratégiques, tant au niveau régional qu'international, pour assurer l'accès aux financements indispensables à la mise en œuvre de solutions concrètes. ”

Diana Carolina Estrella, Directrice de la gestion environnementale au sein de
CONGOPE



ATELIER DE RÉFLEXION SUR L'ÉCONOMIE AUTOCHTONE ET LA RÉSILIENCE JUSTE

Lors de l'atelier, près de 100 participants provenant de divers secteurs, y compris des techniciens gouvernementaux et des représentants des communautés autochtones des provinces amazoniennes équatoriennes, se sont réunis pour discuter du soutien aux économies autochtones et de leur rôle dans la promotion de la Résilience Juste. L'événement a souligné l'importance de la collaboration entre les gouvernements infranationaux et les communautés locales, mettant en avant des bonnes pratiques telles que les initiatives d'agroforesterie à Napo, les plans d'action pour l'égalité des sexes à Zamora Chinchipe, l'élaboration du premier plan REDD+ infranational d'Équateur à Pastaza et la création d'une réserve naturelle protégée à Morona Santiago.

Les discussions ont porté sur la contribution des économies autochtones à l'atténuation du changement climatique, à la conservation des forêts et à la préservation des savoirs ancestraux. L'atelier a également examiné le rôle des gouvernements régionaux dans l'élaboration de politiques alignées sur ces objectifs et favorisant la gouvernance participative. Les résultats de l'atelier incluent un renforcement de la coordination entre les gouvernements régionaux et les communautés autochtones, ainsi que l'établissement des fondations pour les actions futures en vue de la COP30. Ces initiatives seront développées dans un portefeuille de projets visant à promouvoir une résilience juste.



Rapport de synthèse
disponible [ici](#).

Présentation du cadre de Résilience Juste

Le cadre de **Résilience Juste**, développé avec le soutien du gouvernement écossais et de Regions4, met l'accent sur l'intégration de l'équité sociale dans les initiatives d'adaptation au changement climatique, de préservation de la biodiversité et de développement durable. Il vise à garantir que les stratégies de résilience prennent en compte non seulement les impacts climatiques, mais également les inégalités sociales sous-jacentes qui exacerbent la vulnérabilité. Ce cadre est conçu pour aider les collectivités territoriales à formuler des politiques et des projets équitables, inclusifs et durables, en particulier pour les populations vulnérables telles que les jeunes, les femmes, les communautés autochtones et les groupes défavorisés.

Un élément central du cadre est la rédaction d'un livre blanc, qui offre des orientations conceptuelles et opérationnelles aux gouvernements régionaux. Ce document présente des principes clairs pour intégrer la justice dans les stratégies de résilience, notamment l'équité, la gouvernance participative et la justice intergénérationnelle. Il a également pour objectif de fournir des outils pratiques afin d'aider les gouvernements à évaluer les vulnérabilités, à prioriser les communautés à risque et à garantir une répartition équitable des ressources.

Le cadre promeut une approche globale qui intègre la durabilité environnementale, économique et sociale, tout en évitant la maladaptation – lorsque les actions liées au climat ou à la biodiversité risquent d'aggraver involontairement les inégalités préexistantes.

Au niveau régional, nous définissons la résilience selon des principes fondamentaux (voir le graphique ci-dessous et davantage de détails dans le [PowerPoint](#)).

Ces principes orientent tant l'élaboration des politiques que la mise en œuvre des projets, assurant que les efforts de résilience atténuent, plutôt que d'accentuer, les inégalités préexistantes.

En définitive, le cadre de résilience juste a pour objectif de proposer des critères de résilience pouvant être adaptés aux réalités locales, assurant ainsi que toutes les communautés soient protégées et autonomes face au changement climatique et à la perte de biodiversité.

Toutes les contributions à cet atelier ainsi qu'à l'enquête préalable à cette session virtuelle seront considérées et intégrées aux documents et supports élaborés par Regions4 sur ce thème. Plus précisément, un document d'orientation synthétique, présentant une approche pratique, sera conçu et présenté lors de la COP30 de la CCNUCC. Ce document prendra la forme d'une liste de contrôle que les gouvernements régionaux pourront utiliser pour formuler des stratégies en matière de climat et de biodiversité ou pour développer des projets de résilience.



Graphique:

Principes de la résilience infranationale équitable.

Préparé par Alejandro Callejas.

Discussions en groupes restreints

L'atelier a rassemblé des représentants de différentes régions et organisations*, avec la participation de 14 régions pour un échange approfondi sur l'intégration de la résilience Juste dans les stratégies environnementales régionales.

Pertinence et approches continues de la Résilience Juste dans les politiques régionales contemporaines.

Malgré une terminologie variée — transition juste, adaptation menée localement, adaptation juste ou encore liens avec les pertes et dommages — les participants ont largement reconnu la pertinence de la résilience juste pour leurs travaux, confirmant que les États et les régions mettent déjà en œuvre certains de ses principes, en intégrant des objectifs environnementaux et sociaux au travers de politiques alignées, tout en mettant l'accent sur l'inclusion, l'équité et la justice.

Renforcer la gouvernance et la planification stratégique à long terme

Des enseignements essentiels ont été tirés quant à l'importance de renforcer la gouvernance et la planification à long terme, par le biais de réformes institutionnelles, d'un alignement réglementaire et de cadres participatifs garantissant une résilience à la fois efficace et équitable. L'accent a été mis sur la nécessité de passer d'approches réactives à des approches préventives, en intégrant les principes de transition juste et de résilience équitable dans les agendas climatiques et de la biodiversité. Cela suppose une meilleure coordination institutionnelle et une intégration horizontale, la création de cadres juridiques unifiés accompagnés d'une législation dédiée à l'équité et à l'inclusion, ainsi que l'adoption d'une approche sociétale globale pour veiller à ce qu'aucune communauté ne soit laissée pour compte. Une planification structurée, limitant l'improvisation, a été soulignée comme essentielle à la durabilité, de même que les efforts pour traduire les principes de justice en outils concrets de planification, en critères et en mécanismes de soutien pour les populations vulnérables.

Leadership communautaire et inclusion

La participation active des peuples autochtones, des communautés locales et des femmes aux processus décisionnels est régulièrement reconnue comme un facteur clé de réussite. La co-conception et les modèles de gestion partagée permettent aux communautés de s'approprier les initiatives de conservation et de durabilité, favorisant ainsi l'équité et un engagement à long terme. L'expérience des membres de Regions4 a démontré que, lorsque les cadres juridiques et institutionnels reconnaissent et soutiennent les droits des communautés — notamment en matière de propriété foncière et d'égalité des sexes — la participation devient plus significative et plus efficace. Il a également été souligné que l'intégration des perspectives de genre, ainsi que la mise à disposition d'outils permettant un engagement éclairé, renforcent la capacité des groupes marginalisés à contribuer activement et à façonner des stratégies résilientes et inclusives à partir du terrain.

L'importance des initiatives de développement des compétences et de la coopération

Le renforcement des capacités au niveau local s'est révélé essentiel pour une planification et une mise en œuvre efficaces de la résilience. Des initiatives en ce sens, telles que des programmes de mentorat à destination des universités, des municipalités et des collectivités locales, ont été déployées dans plusieurs régions, enregistrant des améliorations notables dans la conception et l'application des politiques. Ces efforts se révèlent particulièrement efficaces lorsqu'ils combinent formation technique, planification participative et approches contextualisées, garantissant des interventions adaptées aux réalités locales et aux besoins des communautés. La collaboration avec des organisations internationales et des partenaires techniques vient renforcer ces résultats, facilitant l'échange de connaissances et l'intégration des meilleures pratiques mondiales dans les contextes locaux.

Écosse, Rio de Janeiro, KwaZulu-Natal, Pays de Galles, Paraná, Climate Trends, Campeche, Yucatán, Santa Fe, CONGOPE, Québec, Hauts-Bassins, Louga, Gauteng, Californie, Catalogne, Lombardie, Cusco, Rabat Salé Kenitra, Pays Basque

Diverses stratégies de financement pour une résilience juste.

Les expériences ont souligné l'importance de mobiliser des fonds internationaux et des mécanismes de financement climatique pour soutenir des approches axées sur les communautés, telles que la promotion de nouveaux modèles économiques qui alignent la protection de l'environnement avec le développement local. Les projets de coopération internationale, les partenariats multilatéraux et les prêts non souverains fournissent un soutien crucial à l'action en faveur du climat et de la biodiversité, tandis que les initiatives infranationales, telles que les marchés du carbone ou les fonds climatiques ciblés, illustrent comment les revenus générés localement peuvent être réinvestis dans les efforts d'adaptation et d'atténuation. Assurer que les flux financiers atteignent les niveaux locaux de manière équitable et inclusive demeure un défi, mais représente également une opportunité de renforcer l'équité et l'impact à long terme du financement de la résilience.

Défis majeurs identifiés

Malgré ces avancées prometteuses, des défis significatifs demeurent dans l'application efficace des stratégies de résilience juste :

- **Dépendance financière et contraintes budgétaires** – Les régions ont fréquemment mis en avant la dépendance financière et les contraintes budgétaires comme des obstacles significatifs. Le financement restreint compromet souvent la durabilité à long terme, et la répartition inégale des ressources suscite des préoccupations quant à l'équité. Les projets régionaux éprouvent des difficultés à transférer les fonds du gouvernement national à leur niveau, bien que leur rôle soit souvent crucial pour garantir leur viabilité financière.
- **Gouvernance et défis institutionnels** – La fragmentation réglementaire entre les politiques nationales et infranationales, ainsi que l'évolution du contexte politique (tels que les cycles électoraux ou les conflits) et les cloisonnements institutionnels, compromettent la cohérence et l'efficacité des plans d'action en matière de climat et de biodiversité.
- **Approches technocratiques** – Accent excessif sur les solutions techniques sans considérer les dimensions sociales de l'adaptation au changement climatique. Le fossé entre les solutions techniques proposées pour faire face au changement climatique et la réalité vécue par les communautés constitue un problème persistant, en particulier en Afrique et en Amérique latine.
- **Mobiliser les populations les plus vulnérables** – Identifier et atteindre les groupes marginalisés reste un défi. Les femmes, les peuples autochtones et les communautés déplacées sont particulièrement affectés par l'absence d'accès aux instances décisionnelles.
- **Diversité des réalités locales et intégration de l'équité** – La mise en œuvre de politiques régionales prenant en compte la diversité des conditions socio-environnementales s'avère complexe. Les populations vulnérables nécessitent souvent davantage de temps pour se remettre des catastrophes climatiques, et la participation des femmes est restreinte par les normes traditionnelles de propriété foncière, en particulier au sein des communautés autochtones à prédominance masculine. Des réformes juridiques visant à garantir une participation équitable sont indispensables. Assurer l'équité représente également un défi, car des initiatives telles que les subventions pour les véhicules électriques peuvent exclure ceux qui ne peuvent pas en supporter les coûts initiaux.
- **Validation scientifique et suivi des données** – La confiance dans les politiques climatiques est souvent compromise par l'absence d'une validation scientifique rigoureuse et d'un cadre normalisé pour le suivi des progrès en matière de résilience juste. Par ailleurs, l'accès restreint à des données désagrégées et contextuelles limite la capacité des régions à évaluer l'efficacité et l'équité de ces initiatives, rendant complexe l'évaluation de leur impact réel.

Opportunités pour Regions4 et ses membres de promouvoir les principes de résilience juste.

Alors que Regions4 s'engage à autonomiser les gouvernements infranationaux dans la mise en œuvre de stratégies résilientes et équitables en matière de biodiversité et de climat, plusieurs opportunités d'échange de connaissances et de renforcement des capacités ont émergé des discussions :

- **Apprentissage des meilleures pratiques** – Les régions ont exprimé leur intérêt pour l'échange de connaissances sur l'adaptation sensible au genre, la conservation de la biodiversité et la planification de l'action climatique.
- **Accent sur les approches inclusives** – L'importance d'intégrer les femmes, les jeunes, les peuples autochtones et les communautés locales dans les stratégies de résilience climatique et de biodiversité a été soulignée, alors que de plus en plus d'opportunités se présentent auprès des bailleurs internationaux pour favoriser leur implication dans les projets d'adaptation et de conservation.
- **Renforcement des mécanismes financiers** – L'analyse de modèles financiers durables, tels que les marchés du carbone et les subventions ciblées, est apparue comme une priorité pour assurer un financement à long terme des projets résilients.
- **Développement de méthodologies communes** – L'élaboration d'outils partagés de suivi, de rapport et de vérification est essentielle pour évaluer l'efficacité des interventions en matière de résilience climatique et de préservation des écosystèmes, dans une perspective de résilience juste.
- **Alignement stratégique** – Il est nécessaire de renforcer la coordination entre les initiatives de Regions4 et celles de ses partenaires afin de promouvoir une vision commune de la résilience juste.



Cas pratiques : Comment la Résilience Juste se manifeste au niveau territorial.

Exemple de parcelle	Éléments essentiels
Gestion des zones humides dans le KwaZulu-Natal (Afrique du Sud)	Un projet national de gestion des zones humides impliquant des membres de la communauté locale en tant que partenaires de mise en œuvre, et favorisant ainsi un engagement plus profond et une appropriation durable des efforts de conservation. 
Pertes et dommages en Écosse (Royaume-Uni)	L'Écosse a occupé une position centrale dans la lutte contre les « pertes et dommages » en devenant le premier gouvernement du Nord global à s'engager explicitement à y allouer un financement, ayant promis et mobilisé jusqu'à présent 10 millions de livres sterling. 
Alignement multiniveau en Écosse (Royaume-Uni) pour le climat et la biodiversité	L'Écosse a harmonisé ses stratégies nationales d'adaptation au changement climatique et de préservation de la biodiversité, tout en collaborant avec les collectivités locales pour engager les communautés des zones rurales, urbaines et périurbaines. Cette démarche permet aux territoires de devenir à la fois résilients face au changement climatique et respectueux de l'environnement, en accord avec les priorités locales. Leurs centres communautaires d'action climatique offrent aux communautés l'opportunité de participer activement à la conception et à la mise en œuvre de projets locaux d'adaptation au changement climatique. 
Législation sur l'équité et l'inclusion au Pays de Galles (Royaume-Uni)	Les Objectifs de Bien-Etre requièrent que les organismes publics s'engagent en faveur d'un Pays de Galles plus équitable, avec des communautés solidaires, tandis que la législation environnementale au Pays de Galles établit un cadre contemporain pour la gestion durable des ressources naturelles.  Le Cadre de transition juste préserve les communautés vulnérables et les travailleurs des secteurs à forte intensité de carbone en offrant des opportunités de reconversion et en assurant une répartition équitable des bénéfices liés à la croissance verte. 
La Transition Juste : un principe au cœur de la lutte contre les changements climatiques au Québec (Canada)	Comme expliqué dans son feuillelet d'information , le Québec développe une stratégie globale pour intégrer la transition juste dans ses politiques climatiques, en mettant l'accent sur l'équité, la collaboration et des outils pratiques. Cet effort s'inscrit dans l'objectif plus large de garantir une action climatique inclusive et efficace, prenant en compte les impacts environnementaux et sociaux. En favorisant la coordination interministérielle et en intégrant la durabilité ainsi que la biodiversité, le Québec aspire à établir une approche plus cohérente et résiliente de l'action climatique. 
Action en faveur de la biodiversité dans la province du Kénédougou, Burkina Faso.	Le projet préserve et crée des espaces naturels protégés au profit des communautés locales qui gèrent 18 zones de conservation . Ces zones abritent des sites sacrés d'une importance culturelle, offrant un potentiel touristique propice aux revenus locaux et à la préservation du patrimoine. La région administrative des Hauts Bassins se positionne en tant que facilitateur, permettant aux communautés de s'approprier et de diriger les projets de conservation. 
Plans d'adaptation en collaboration avec les communautés autochtones du Québec (Canada)	Le gouvernement du Québec soutient le leadership des Premières Nations et des Inuits dans la transition climatique en finançant des projets communautaires visant à faire face aux impacts des changements climatiques et à contribuer aux efforts d'atténuation. Ces investissements visent également à renforcer leurs capacités et à développer une expertise et un savoir-faire locaux en matière d'action climatique. 
Évaluation régionale des risques climatiques pour la santé publique au Québec (Canada)	Depuis 2019, le Québec et ses partenaires procèdent à l'évaluation des risques climatiques régionaux pour la santé publique dans le cadre d'une initiative collaborative et intersectorielle. Treize autorités de santé publique ont analysé les impacts des aléas climatiques sur 20 groupes de population, établissant ainsi les fondations de plans régionaux d'adaptation. Cet projet VRAC-PARC a permis de proposer des mesures efficaces pour les populations vulnérables affectées par les risques climatiques, notamment en ce qui concerne la santé mentale et les impacts socioéconomiques, afin de les doter de ressources supplémentaires pour faire face aux défis liés au climat. 
Genre, moyens de subsistance durables et sécurité économique dans la région du Yucatán (Mexique)	Cette initiative a favorisé le développement rural durable et à faibles émissions dans la réserve bioculturelle d'État Puuc du Yucatán, où coexistent des communautés mayas, des sites archéologiques et des écosystèmes variés. Financée par le projet du Groupe de travail du gouverneur sur le climat et les forêts (GCFTF), ce projet traitait à la fois de la conservation de l'environnement et l'inégalité des sexes en matière de droits de propriété foncière.  

Exemple de parcelle	Éléments essentiels	
L'approche de la Catalogne (Espagne) concernant le genre	La Catalogne met en œuvre deux initiatives majeures centrées sur le genre : elle établit une base de données regroupant des femmes leaders et expertes dans les domaines des sciences de l'environnement, de la recherche sur le changement climatique et du secteur de l'énergie ; et elle intègre les perspectives de genre dans ses nouvelles stratégies, projets et législations environnementales. Ces efforts visent à renforcer la représentation des femmes dans les secteurs environnementaux tout en garantissant que les politiques prennent en considération les impacts différenciés des enjeux environnementaux sur les hommes et les femmes.	
Projet d'eau de Campeche (Mexique) en collaboration avec les communautés locales	Le ministère de l'Environnement, de la Biodiversité, du Changement climatique et de l'Énergie de Campeche (SEMABICCE) s'est engagé à améliorer l'accès à l'eau potable et aux énergies renouvelables, notamment à travers l'installation de panneaux solaires, dans les zones marginalisées, en particulier au sein des communautés indigènes mayas.	
Zones désignées à des fins de conservation au Yucatán (Mexique)	Le gouvernement a entamé l'établissement de zones de conservation dans quatre territoires du Yucatán. Les communautés, soutenues et formées par l'État, gèrent désormais ces zones de manière autonome.	
Le Paraná (Brésil), pionnier en gestion forestière collaborative avec les communautés autochtones.	Un modèle de cogestion novateur pour la Floresta Metropolitana a été instauré en 2022 entre le gouvernement du Paraná et les communautés autochtones locales. Ce projet assure le droit des populations autochtones à exploiter leur territoire par le biais de pratiques de gestion durable, d'initiatives de reforestation, d'éducation environnementale, de tourisme responsable et de développement communautaire.	
Programme pour un Environnement Résilient à Rio de Janeiro (Brésil) visant à soutenir les municipalités.	L'État de Rio de Janeiro et ONU-Habitat collaborent pour développer des plans d'action pour 92 villes, centrés sur la prévention des catastrophes, le renforcement des capacités, la participation citoyenne et les solutions basées sur la nature. Neuf villes particulièrement vulnérables seront les premières à en tirer profit. Cette initiative, d'une durée de 40 mois, a pour objectif de renforcer la durabilité et la résilience à l'échelle de l'État.	
Villes durables et résilientes avec le soutien des États du Paraná et de Rio de Janeiro (Brésil)	Le programme Villes vertes résilientes a pour objectif d'améliorer la qualité environnementale et la résilience des villes brésiliennes face aux impacts du changement climatique. Cela se fait par l'intégration des politiques urbaines, environnementales et climatiques, la promotion de pratiques durables et la valorisation des services écosystémiques des espaces verts urbains. Le projet met l'accent sur les régions métropolitaines les plus vulnérables, dans le but de réduire les inégalités et les risques de catastrophes liés au climat.	
Surveillance des communautés locales, intelligence artificielle et corridors biologiques au Yucatán (Mexique)	Tech4Nature Mexico s'engage à accélérer la conservation et la régénération efficaces de la biodiversité ainsi que de la santé des écosystèmes, en renforçant la surveillance, la conservation et la compréhension des impacts du changement climatique sur les écosystèmes et les espèces prioritaires des mangroves de la péninsule du Yucatán. Le projet a mis en place un mécanisme visant à promouvoir la surveillance communautaire du jaguar et examine la création de corridors biologiques pour cette espèce. Les communautés locales, les ejidos et les communautés autochtones de langue maya participent activement à ces initiatives.	
L'approche inclusive de Jalisco (Mexique) en matière de résilience climatique et de gouvernance.	L'État de Jalisco favorise la résilience en intégrant des approches inclusives et participatives dans ses politiques et planifications climatiques. Des consultations publiques et des conseils consultatifs assurent la prise en compte des voix des groupes vulnérables, tels que les communautés autochtones, les femmes, les jeunes et les personnes LGBTQ+, dans le processus décisionnel. Ces initiatives renforcent la gouvernance climatique et soutiennent la co-création de solutions équitables et durables. Des outils tels que le Programme d'action climatique de l'État (PEACC) et la Stratégie climatique 2050 contribuent à l'intégration de cette vision inclusive dans l'ensemble des politiques.	  

 **Légende:** Populations locales et défavorisées Jeunesse Peuples autochtones et communautés locales (PACL) Femmes et jeunes filles Populations sensibles en milieu urbain

Avez-vous raté la séance ?
Explorez l'enregistrement et la
présentation [ici](#).

À PROPOS DE CE RAPPORT D'ACTION

Ce dossier d'action s'inscrit dans une série destinée à informer les membres de Regions4 et de Regionsadapt des résultats et recommandations clés issus des recherches de Regions4 ainsi que des sessions de la communauté de pratique.

- La plateforme d'apprentissage sur la biodiversité Regions4 (R4BLP) encourage le partage de connaissances en vue de l'utilisation et de la conservation durables de la biodiversité, tout en soutenant les initiatives de plaidoyer à l'échelle mondiale.
- RegionsAdapt est l'initiative climatique de Regions4, réunissant plus de 75 gouvernements régionaux. Elle stimule l'ambition et l'action en matière d'adaptation climatique en facilitant l'accès aux dernières innovations, outils et meilleures pratiques à l'échelle régionale. La communauté de pratique RegionsAdapt offre aux gouvernements régionaux un espace d'échange d'expertise, d'apprentissage mutuel, de discussion et de participation à une série de sessions d'apprentissage sur des sujets spécifiques liés à l'adaptation, afin de les aider à renforcer leurs capacités et à améliorer leurs politiques et activités d'adaptation.
- La communauté de pratique Regions4SDGs a pour objectif d'accélérer l'application de l'Agenda 2030, de renforcer les approches territoriales et d'intégrer les processus régionaux afin d'atteindre les objectifs mondiaux. Cette plateforme propose une expérience collaborative, catalysant les synergies entre les régions du monde entier et facilitant la coordination des politiques, la mise en œuvre collective, ainsi que le suivi et l'évaluation.

Pour de plus amples informations concernant l'initiative, veuillez consulter : <https://regions4.org/our-work/what-we-do/>

Suivez Regions4 sur LinkedIn : www.linkedin.com/company/regions4

Auteurs : Secrétariat de Regions4 Date : avril 2025

Le travail de Regions4 sur la résilience juste bénéficie du soutien du gouvernement écossais. Les sessions et le matériel de la communauté de pratique RegionsAdapt sont appuyés par le gouvernement du Québec.



Scottish Government
Riaghaltas na h-Alba
gov.scot

Québec 